

Audience publique du 14 mars 2007

Recours formé par
Monsieur **XXX**,
contre
deux décisions du **ministre des Affaires étrangères et de
l'Immigration**
en matière de statut de réfugié

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 22297 du rôle et déposée le 13 décembre 2006 au greffe du tribunal administratif par Maître Frank WIES, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à XXX, au nom de Monsieur XXX, né le XXX à XXX, de nationalité XXX, demeurant à XXX, tendant à la réformation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 21 septembre 2006 portant rejet de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée, ainsi que d'une décision confirmative du même ministre du 9 novembre 2006 prise sur recours gracieux ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 5 janvier 2007 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions entreprises ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Frank WIES et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline GUILLOU-JACQUES en leurs plaidoiries respectives.

Le 15 juillet 2005, Monsieur XXX introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement XXX du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « *la Convention de Genève* ».

En date du même jour, Monsieur XXX fut entendu par un agent du service de police judiciaire, section police des étrangers et des jeux, de la police XXX, sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au XXX.

Il fut entendu en dates des 14 octobre et 6 décembre 2005, respectivement 21 février, 8 mars, 4 et 23 mai 2006 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur les motifs à la base de sa demande d'asile.

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, ci-après désigné par le « *ministre* », l'informa par décision du 21 septembre 2006, notifiée par courrier recommandé

du 29 septembre 2006, que sa demande avait été rejetée comme n'étant pas fondée aux motifs énoncés comme suit :

« En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 15 juillet 2005 et le rapport d'audition des agents du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration daté des 14 octobre et 6 décembre 2005, des 21 février, 8 mars et 4 mai 2006.

Il ressort du rapport du Service de Police Judiciaire que vous auriez quitté XXX début juillet 2005 pour aller d'abord à XXX. Ensuite, un camionneur XXX vous aurait embarqué à bord de son véhicule. Le voyage aurait duré six jours. Vous ne pouvez pas donner d'autres indications quant au trajet emprunté. Finalement, vous seriez descendu du camion et une voiture vous aurait emmené à XXX. Le dépôt de votre demande d'asile date du 1[5] juillet 2005.

Il résulte de vos déclarations que, en 2002, après vous être marié et avoir eu un enfant, vous auriez pris la décision de travailler. Vous auriez constaté que pour obtenir un emploi, il fallait la carte de fin de service militaire et donc, fin 2002, vous auriez commencé votre service militaire. Vous auriez été simple soldat et vous auriez été affecté comme veilleur à la centrale nucléaire de XXX. Lors de vos permissions vous auriez rendu visite à une connaissance s'appelant XXX. Vous l'auriez rencontrée quelques années auparavant et elle vous aurait aidé dans vos démarches pour vous convertir au XXX. Pendant votre service militaire, elle aurait financièrement soutenu votre femme et votre fille. Elle vous aurait demandé de lui remettre un croquis exact de l'intérieur de la centrale nucléaire. Vous n'auriez pas osé lui refuser ce souhait, malgré que vous sachiez courir des risques. Pour arriver à obtenir ce plan, vous auriez tenté d'approcher un soldat XXX, nommé XXX, qui avait accès à l'intérieur de la centrale. Vous auriez donc lié amitié avec lui. Un soir, vous seriez passé dans son logement de fonction et vous lui auriez demandé de vous fournir ce plan. Le soldat vous aurait fait un croquis mais il vous aurait fait comprendre qu'il voulait quelque chose en échange. Il vous aurait demandé de prendre une douche avec lui et de dormir chez lui. Il vous aurait ainsi fait comprendre qu'il tenait à avoir des rapports sexuels avec vous. Vous n'auriez pas osé refuser mais, dès que vous étiez sous la douche avec lui, des agents du service de renseignement auraient fait irruption dans l'habitation.

On vous aurait emmené dans les locaux du Service de renseignement et on vous aurait posé des questions concernant le plan de la centrale nucléaire, concernant votre présence non réglementaire sur le campement des soldats XXX, sur votre éventuelle homosexualité et aussi sur votre religion. Vous expliquez qu'après avoir vu une croix tatouée sur votre bras gauche, les agents auraient eu des soupçons quant à votre religion. Sous la torture, vous auriez tout avoué. Ensuite, après six mois de détention, ils vous auraient emmené au tribunal XXX à XXX où vous auriez été jugé lors d'une parodie de procès à une peine d'emprisonnement de 5 ans et 7 mois. Puis, vous auriez été transféré à la prison de XXX et deux semaines plus tard on vous aurait emmené au pénitencier XXX à XXX. Vous précisez que vous auriez été détenu de façon anonyme puisque les autorités auraient voulu vous faire disparaître. Vous n'auriez pu prévenir votre famille qu'après six mois de détention. Alors, avec l'aide d'un notable, votre famille vous aurait obtenu deux droits de sortie. Lors de la dernière sortie, vous vous seriez enfui et vous auriez quitté XXX.

Enfin, vous admettez ne pas être membre d'un parti politique.

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte justifiée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Vous dites d'abord vous être converti à la religion XXX, mais vous savez à peine qu'il s'agit de la religion XXX et vous n'avez presque aucune connaissance de cette religion. De plus, vous ignorez la date de votre baptême, ce qui me fait conclure que cette conversion, à la supposer établie, ne présentait pas une grande importance à vos yeux. Le fait que vous ayez été baptisé n'est pas très crédible non plus, les prêtres XXX ne faisant plus de baptêmes en XXX depuis le décès de l'un des leurs il y a quelques années. Quant au fait que vous ayez dû faire votre service militaire, il est encore moins crédible. Je relève, en effet que vous êtes le seul fils et que vous êtes soutien de famille puisque votre père est décédé en 1999. Dans ces conditions, vous étiez d'office dispensé des obligations militaires et un livret militaire mentionnant cela aurait pu vous être remis. Comme tout votre récit est fondé sur vos problèmes à l'armée, il faut en conclure que ce récit a été monté de toute pièce.

De plus, bon nombre de contradictions sont à relever dans votre récit, comme la façon dont vous vous êtes procuré l'argent pour venir ici : une fois, vous dites que votre famille ainsi que votre belle-famille aurait réuni la somme pour votre voyage, plus tard, vous attestez que vous auriez vendu votre magasin pour financer le trajet. Quant aux dates, vous racontez que vous vous seriez échappé de la prison le 12 ou le 13 juin 2005 et que vous vous seriez rendu le jour même à XXX où vous seriez resté un jour ; vous auriez alors poursuivi votre route vers XXX où vous seriez monté à bord d'un camion qui vous aurait amené en six jours au XXX. Vous auriez donc dû arriver dans les environs du 20 juin 2005. Or, votre demande d'asile date du 14 juillet 2005. Il manque donc deux à trois semaines dans la chronologie de votre récit. Plus tard, vous dites ne pas vous rappeler du tout la durée du voyage car vous auriez été sous l'influence de calmants. Finalement, vos déclarations sur vos périodes de détention dans divers endroits sont très confuses. Vous auriez été retenu cinq à six mois par le Service de renseignement et après vous auriez été transféré pendant deux semaines à la prison de XXX. Plus loin, vous parlez de deux à trois mois de rétention au Service de renseignement et d'un mois d'incarcération à XXX.

Votre récit manquant totalement de crédibilité, j'en conclus que vous n'alléguez aucune crainte raisonnable de persécution susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Une crainte justifiée de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social n'est par conséquent pas établie.

En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

En effet, conformément au raisonnement élaboré au sujet de votre demande d'asile, votre récit est trop peu crédible pour que l'on puisse y ajouter foi.

Votre demande en obtention du statut de réfugié est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 11 de la loi du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; 2) d'un régime de protection temporaire, de sorte que vous ne saurez bénéficier de la protection accordée par la Convention de Genève. Le bénéfice de la protection subsidiaire tel que prévu par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection doit également vous être refusé. »

Le recours gracieux formé par courrier de son mandataire du 1^{er} novembre 2006 ayant été rencontré par une décision confirmative du même ministre du 9 novembre 2006, Monsieur XXX a fait introduire un recours en réformation à l'encontre des décisions ministérielles initiale du 21 septembre 2006 et confirmative du 9 novembre 2006 par requête déposée le 13 décembre 2006 dans la mesure où celles-ci lui ont refusé le bénéfice du statut de réfugié.

L'article 12 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire, instaurant un recours au fond en matière de demandes d'asile déclarées non fondées, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation, lequel est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur expose être originaire de la ville de XXX en XXX, qu'il aurait commencé à effectuer son service militaire fin 2002 afin d'obtenir sa carte de fin de service militaire nécessaire pour lui faciliter l'accès au marché du travail, qu'il aurait été affecté comme simple soldat à la surveillance de la centrale nucléaire de XXX, que suite à cette affectation, il aurait rendu visite à une ancienne connaissance dénommée XXX qu'il aurait déjà rencontrée plusieurs années auparavant et qui l'aurait convaincu au courant de l'année 1998 à se convertir au XXX. Le demandeur fait ajouter que par après, ladite connaissance, qui pour le surplus aurait soutenu financièrement sa famille pendant la durée de

son service militaire, aurait exigé de lui la remise d'un croquis détaillé de l'intérieur de la centrale nucléaire, qu'à cette fin il aurait approché un soldat XXX qui aurait eu accès à l'intérieur de ladite centrale, que ce dernier se serait déclaré d'accord à lui fournir pareil croquis, mais qu'en échange, il aurait exigé de lui de prendre ensemble une douche et d'avoir des rapports sexuels et qu'au moment de prendre cette douche des agents du service de renseignement XXX les auraient arrêtés. Monsieur XXX précise que par la suite il aurait été interrogé et torturé pendant un mois, notamment concernant ses démarches en vue d'obtenir un croquis de la centrale nucléaire et sa conversion à la religion XXX, conversion visible en raison d'un tatouage en forme de croix sur son bras gauche, ainsi qu'avec ses prétendues tendances homosexuelles. Monsieur XXX fait encore ajouter qu'après avoir avoué vouloir se procurer des plans de la centrale nucléaire en vue de la remise à sa connaissance XXX, il aurait été emmené devant un juge XXX et condamné lors d'une parodie de procès, sans l'assistance d'un avocat, à une peine d'emprisonnement de 5 ans et 7 mois, sans qu'un jugement officiel par écrit n'ait été rendu à son encontre. Par la suite, il aurait été emprisonné au pénitencier XXX à XXX et sa famille n'aurait pu lui rendre visite qu'après 10 mois de détention au sein dudit pénitencier. Finalement, le demandeur relate qu'avec l'aide d'un notable, il aurait eu droit à des sorties de prison et qu'il aurait profité de sa deuxième sortie de prison pour s'enfuir XXX et rejoindre le XXX dans un camion immatriculé en XXX.

Le représentant étatique soutient que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur et que son recours laisserait d'être fondé.

Aux termes de l'article 1^{er}, section A, 2. de la Convention de Genève, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui *« craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner »*.

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne.

Dans le cadre de l'évaluation de la situation personnelle du demandeur, l'examen fait par le tribunal ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il apprécie également la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur. Il appartient au demandeur d'asile d'établir avec la précision requise qu'il remplit les conditions prévues pour obtenir le statut de réfugié.

En l'espèce, la crédibilité du récit présenté par le demandeur à l'appui de sa demande d'asile a été mise en doute par le ministre en raison d'un certain nombre d'incohérences et de contradictions, telles que relevées dans la décision initiale du 21 septembre 2006. Ainsi, le ministre a reproché au demandeur d'avoir fait des déclarations incohérentes voire contradictoires concernant sa conversion au XXX, son éventuelle dispense du service militaire, les circonstances du financement de sa fuite XXX et les dates de départ XXX respectivement d'arrivée au XXX.

Or, à part le fait que le tribunal arrive à la conclusion que les incohérences et contradictions relevées par le ministre ont été clarifiées à suffisance par les explications du demandeur telles que ressortant de la requête introductive d'instance, il y a lieu de rappeler que l'examen de la crédibilité du récit, lequel constitue une étape nécessaire pour pouvoir répondre à la question si le demandeur a ou non des raisons de craindre d'être persécuté du fait de l'un des motifs prévus par la Convention de Genève, ne doit pas occulter la question en

elle-même. Dans les cas où il existe un doute sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ou le constat de fausses déclarations ne dispense pas de s'interroger en définitive sur l'existence d'une crainte d'être persécuté qui pourrait être établie à suffisance, nonobstant ce doute ou ces fausses déclarations, par les éléments de la cause qui sont par ailleurs tenus pour établis.

Ceci étant, l'examen des déclarations faites par le demandeur lors de ses auditions, telles que celles-ci ont été relatées dans le compte-rendu figurant au dossier, ensemble les moyens et arguments apportés au cours des procédures gracieuse et contentieuse et les pièces produites en cause, amène le tribunal à conclure que le demandeur reste en défaut de faire état et d'établir à suffisance de droit des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle justifiée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ainsi que le prévoit l'article 1er, section A, 2. de la Convention de Genève.

En effet, il échet de constater de prime abord que Monsieur XXX n'a versé aucune pièce à l'appui de son récit, mis à part 2 photographies le montrant en uniforme, de sorte que la réalité de son arrestation, sa prétendue condamnation à une peine d'emprisonnement de 5 ans et 7 mois et son séjour en prison ne peuvent être vérifiés en l'espèce. S'il est vrai que le demandeur a affirmé qu'il n'a pas eu communication de son jugement de condamnation, il est peu crédible qu'il n'ait pas cherché à se procurer une quelconque autre pièce susceptible de documenter son arrestation et la condamnation subséquente, d'autant plus qu'il a pu bénéficier, d'après ses dires, de l'aide d'un notable influent.

Dans ce contexte, il échet encore de noter que la traduction de la lettre manuscrite non datée émanant de l'épouse de Monsieur XXX, déposée au greffe du tribunal administratif le jour des plaidoiries, ne relate nullement les prétendues persécutions dont celui-ci déclare avoir été la victime, mais décrit uniquement de manière vague, d'une part, que le demandeur aurait eu des problèmes avec la justice XXX ayant conduit à une détention provisoire et, d'autre part, la situation familiale difficile suite à la séparation du demandeur avec sa famille en raison de sa fuite à l'étranger.

Finalement, le tribunal tient à relever qu'une condamnation à une peine d'emprisonnement ferme pour avoir essayé de transmettre à un tiers un croquis d'un site militaire, en l'espèce une centrale nucléaire, à la supposer établie, ne constitue *a priori* pas un acte de persécution du fait de la race, de la religion, de la nationalité, de l'appartenance à un certain groupe social ou du fait d'opinions politiques, mais plutôt une sanction prise à la suite d'une infraction de droit commun respectivement en raison d'une violation de ses obligations militaires et n'est partant pas susceptible de tomber sous le champ d'application de la Convention de Genève.

Concernant sa conversion au XXX et ses tendances homosexuelles, le demandeur a déclaré lui-même, dans sa requête introductive d'instance « *que les persécutions (...) trouvent leur origine dans sa tentative de se procurer des plans de la centrale nucléaire de XXX* » et non pas, d'une part, dans « *sa conversion à la religion XXX* » et, d'autre part, dans sa prétendue homosexualité (voir notamment page 13 de son rapport d'audition : « *Ils ne me laissaient pas non plus tranquille en ce qui concerne la question de mon homosexualité, mais ils n'avaient tout de même pas de preuves en ce qui concerne cette histoire. Ils m'ont alors simplement posé des questions. J'ai, en fait, été d'avantage persécuté en raison des autres motifs.* »).

Or, à la lumière de cet état des choses et compte tenu du défaut d'un quelconque élément de preuve tangible relativement à des actes de persécution concrets que le demandeur a subis ou des risques réels afférents, le récit du demandeur n'est pas de nature à dégager l'existence d'un risque réel de persécution au sens de la Convention de Genève dans son chef.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours en réformation laisse d'être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;
reçoit le recours en réformation en la forme ;
au fond, le déclare non justifié et en déboute ;
donne acte au demandeur de ce qu'il bénéficie de l'assistance judiciaire ;
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. Schockweiler, premier vice-président,
M. Spielmann, juge,
Mme Gillardin, juge,

et lu à l'audience publique du 14 mars 2007 par le premier vice-président, en présence de M. Rassel, greffier.

s. Rassel

s. Schockweiler